

Lycée Marguerite de Valois – 16023 ANGOULEME CEDEX

GROUPEMENT DE COMMANDES DEPARTEMENTAL DE LA CHARENTE
« VERIFICATION & MAINTENANCE PREVENTIVE DES MATERIELS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE 2026-2028 »



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Etabli en application des procédures des textes relatifs à la commande publique

Objet du marché :

Vérification et maintenance préventive des matériels de lutte contre l'incendie
des lycées et collèges publics de la Charente

Période : du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2028.

Forme du marché : Marché à procédure adaptée

La procédure de consultation utilisée est celle prévue par le code de commande publique.

Siège du groupement :

Lycée Marguerite de Valois

Rue Louise Lériget

CS 52324

16 023 ANGOULEME CEDEX

Le présent règlement de la consultation comprend 6 feuillets numérotés de 1 à 6

Article I- POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur est le chef d'établissement du lycée Marguerite de Valois, coordonnateur du groupement de commandes AGAPE16 conformément aux articles L2113-6 et L2113-7 du code de la commande publique. A compter de la date de notification du marché au(x) titulaire(s) soit à compter du 01/01/2026, chaque établissement adhérent au groupement de commandes sera le pouvoir adjudicateur pour l'exécution des prestations qui le concerne, telles que définies dans le recensement des besoins.

ARTICLE II- OBJET DU MARCHÉ :

Le présent marché est un marché de services ayant pour objet la vérification et la maintenance préventive des matériels de lutte contre l'incendie dans les lycées et collèges de Charente, adhérents à AGAPE16.

La vérification des « matériels de lutte contre l'incendie » comprend : les extincteurs, les BAES, le désenfumage mécanique non asservi et les robinets d'incendie armés.

Le module désenfumage mécanique non asservi est optionnel pour les adhérents.

ARTICLE III : DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu pour une période initiale de 12 mois, soit du 01/01/2026 au 31/12/2026.

Il est reconductible 2 ans sans que sa durée totale n'excède 3 ans soit jusqu'au 31/12/2028.

Chaque partie peut dénoncer le marché sans indemnité, 3 mois avant la fin de chaque période annuelle par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE IV : FORME DU MARCHÉ :

Ce marché fera l'objet d'une procédure adaptée régie par les articles L 2123-20 et R 2123-4 et suivants du code de la commande publique.

Les prestations hors planifications feront l'objet d'émissions de bons de commandes en application de l'article R2162-9 du code de la commande publique.

Chaque candidat s'engage à prendre en charge tous les établissements mentionnés dans l'annexe 1 : liste des adhérents. La situation géographique des établissements ne doit pas engendrer des défauts d'interventions ni de frais afférents au transport et à la quantité de prestations.

ARTICLE V : CONTENU ET REMISE DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation sera retiré gratuitement par le biais des plateformes de dématérialisation suivantes :

<http://www.aji.fr>

La personne publique se réserve le droit d'apporter au plus tard 15 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir émettre aucune réclamation.

Les soumissionnaires peuvent interroger le pouvoir adjudicateur dans la limite de 20 jours avant la date de remise des offres (délai de modification : 15 jours).

Le dossier de consultation comprend :

- L'acte d'engagement ATTRI1
- Le présent règlement à la consultation
- Le cahier des clauses administratives et techniques particulières
- L'annexe n° 1 : la liste des adhérents
- L'annexe n° 2 : l'état de recensement global
- L'annexe n°3 : le bordereau des prix forfaitaires annuels et/ou unitaires à compléter
- L'annexe n°4 : le questionnaire sur l'organisation de l'entreprise à compléter
- L'annexe 5 : l'attestation de visite

ARTICLE VI : MODALITES DE REMISE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours.

Une visite de tous les établissements adhérents est exigée pour chaque candidat, même si celui-ci est le titulaire actuel du marché. Celle-ci se fait sur rendez-vous auprès du gestionnaire de chaque établissement ou de son représentant sur les périodes d'ouverture de l'établissement.

Cette visite permet de vérifier, avec l'état de recensement rempli par l'adhérent, le nombre d'installations à contrôler pour le présent marché et d'apporter si nécessaire des modifications par un procès-verbal contradictoire.

Suite à la visite et selon le nombre défini d'installations à contrôler, les offres sont exprimées en langue française et en euros HT par établissement adhérent. Le titulaire s'engage à prendre en charge toute installation en cours de marché lorsqu'elle existait au jour de l'adhésion au groupement.

Pour toute intervention en dehors de toutes programmations, le candidat précise le coût dans son offre.

Les offres doivent parvenir au lycée Marguerite de Valois

Avant le 09/07/2025 à 16h00 terme de rigueur.

Le dépôt se fait exclusivement sur la plateforme de dématérialisation. Toute offre déposée sous forme papier sera considérée comme rejetée. Le coordonnateur peut surseoir à ce rejet si le candidat présente des motifs relevant d'une situation de force majeure.

Toute offre parvenue hors délai sera rejetée.

Le dossier de candidature

Il devra comprendre exclusivement en langue française tous les éléments de :

1) Candidature :

- la lettre de candidature (ex. DC1)
- la déclaration du candidat (ex. DC 2) : mentionnant la description des moyens mis en œuvre pour l'exécution du marché et précisant la taille de l'entreprise, le nombre de salariés, les moyens de transport ainsi que les délais d'intervention.
- la déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé
- une déclaration sur l'honneur (ex NOTI2) définie selon les articles 2141-1 à L2141-5 du code de la commande publique. Dans un délai de 10 jours à compter de la demande de la personne responsable du marché, le candidat dont l'offre a été retenue, a l'obligation de produire les certificats attestant qu'il satisfait à ses obligations sociales et fiscales.

▲ Si le candidat ne satisfait pas à cette demande, son offre est écartée au profit du candidat suivant dans le classement des offres.

2) Offre :

- L'acte d'engagement signé
- L'offre de prix (annexe N°3 complété)
- Le descriptif technique des interventions :
 - La planification d'intervention par établissement
 - Les préconisations particulières par adhérent
 - Le nombre de personnel intervenant pour le groupement et par adhérent
 - Le nombre de jours d'intervention par adhérent
 - Les fiches techniques des produits
 - Le protocole d'intervention des équipes (de l'arrivée au départ)
- Les attestations de visite datées et signées par chaque adhérent
- Un mémoire technique de l'entreprise ou de la structure soumissionnaire comprenant Les moyens mobilisés, l'organisation, les références de marchés semblables et les démarches de qualité interne et de protection de l'environnement mises en place lors des interventions.
- Le cahier des clauses administratives et techniques particulières signé en dernière page et paraphé
- Le présent règlement de consultation daté, signé en dernière page et paraphé
- **Le catalogue complet de vos tarifs pour toute prestation hors marché**

Les variantes par lot ne seront pas acceptées.

ARTICLE VII : JUGEMENT DES OFFRES

Le marché sera attribué en fonction des critères suivants notés selon un barème sur **100** points dont la répartition est la suivante :

- Prix : **60** points
 - Sous-critère 1 : prix forfaitaire appliqué au titre de la vérification et maintenance préventive : **45** points
 - Sous-critère 2 : montant des prestations ponctuelles : **15** points
- Organisation de l'entreprise, qualités techniques et capacités de conseil aux adhérents : **40** points

Le critère prix sera apprécié : nombre de points maximal pour le candidat ayant proposé le prix le plus bas. La notation pour les concurrents suivants s'établira selon la formule suivante :

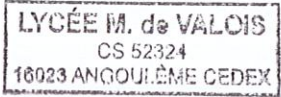

$$\text{Note} = 60 \times (\text{montant le plus bas} / \text{montant proposé par le candidat})$$

Pour attribuer chaque note, dans le cadre de la valeur technique, le pouvoir adjudicateur appliquera les coefficients suivants :

- Non fourni ou non conforme : 0
- Insatisfaisant : 0,25
- Moyennement satisfaisant : 0,50
- Satisfaisant : 0,75
- Très satisfaisant : 1

Chaque candidat devra faire apparaître dans son offre tout renseignement nécessaire à l'analyse de ces critères par le biais du mémoire technique qui a une valeur contractuelle.

Le candidat qui aura été retenu peut, dans un délai de 10 jours à compter de la notification du marché, choisir de se désister. C'est le candidat le mieux classé en seconde position selon le barème établi dans le règlement de la consultation qui sera alors retenu.

	(Cachet de l'entreprise)
<p>Le Proviseur, Christophe SIMONET (cachet et signature)</p> 	Le représentant de l'entreprise (cachet et signature)
Fait à Angoulême, le 17/04/2025	Fait à